

Zeitschrift: Générations : aînés
Herausgeber: Société coopérative générations
Band: 27 (1997)
Heft: 11

Artikel: La Suisse doit-elle adhérer à l'Europe?
Autor: Probst, Jean-Robert / Kellenberger, Jakob
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-827477>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 16.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

DOSSIER

La Suisse doit-elle adhérer à l'Europe?

La Suisse peut-elle continuer à bouder l'Europe? Et si le peuple acceptait de rallier la communauté, quelles en seraient les conséquences pour les retraités? Le secrétaire d'état Jakob Kellenberger répond à ces questions cruciales.

– Où se situe la Suisse par rapport à l'Europe?

– Il existe actuellement 48 pays européens. La Suisse est un état de taille moyenne. Elle est en 34^e position par rapport à sa surface, 23^e par sa population et 9^e par son produit intérieur brut.

– Quel est le développement des relations avec l'Union européenne à ce jour?

– A la fin de 1992, le Conseil fédéral a choisi de négocier des accords bilatéraux limités à certains secteurs. Nous négocions depuis trois ans dans sept secteurs différents. Dans quatre cas, les négociations sont presque terminées (obstacles technico-commerciaux, réalisation des achats publics, participation au programme de recherche, accès au marché agricole). Il se pose encore des problèmes importants, notamment le dossier des transports terrestres. On ne s'est pas mis d'accord sur l'aviation civile. En ce qui concerne la circulation des personnes, nous avons trouvé un accord de base qui est très intéressant pour la Suisse.

– Que va-t-il se passer dans un proche avenir, quel est le but final?

– Le but stratégique est l'adhésion à l'Union européenne. Cet objectif n'a pas été motivé pour des raisons économiques mais dans une très large mesure également pour des considérations politiques. L'importance de l'Union européenne pour la Suisse est telle que les décisions qui y sont prises, les développements qui y sont préparés ont une influen-

qui y sont préparés ont une influence toujours plus grande sur notre pays. Nous ne pouvons participer ni à la préparation de ces développements, ni aux décisions.

– La Suisse doit-elle adhérer à l'Union européenne et si oui pourquoi?

– Il est très important pour nous de savoir ce que nous voulons. Ne nous laissons pas influencer par des tentatives qui veulent minimiser l'importance de l'union européenne, en laissant miroiter la possibilité d'arrangements qui permettent en quelque sorte d'être dedans et dehors à la fois, en dénigrant l'œuvre d'une construction européenne que nous aurions des raisons de trouver sympathique, en nourrissant des doutes sur la valeur et la durée du projet ou en prenant comme acquis pour toute éternité une attitude de coopération bienveillante de l'Union européenne. Je ne prêche pas un regard dépourvu d'esprit critique sur l'Union européenne et je ne passerai pas sous silence les problèmes associés à une adhésion, mais je crois que l'Union européenne a fait une contribution essentielle dans les cinquante dernières années pour assurer la paix, la sécurité et plus de bien-être. Je suis convaincu que notre pays pourrait sans doute se développer d'une manière extrêmement positive en étant membre de l'Union européenne.

Des sacrifices et des avantages

– En cas d'adhésion, la Suisse devrait par exemple augmenter sa TVA. La banque nationale devrait verser des milliards de francs à la banque centrale européenne. Est-ce que l'on négocie ou faudra-t-il se laisser faire?

– Bien sûr, une adhésion à l'Union européenne a des implications importantes. Par exemple, au niveau de la TVA, il y a cette règle d'un minimum harmonisé de 15%, ce qui

entraînerait une augmentation. Il y a également cette question du transfert dans l'union monétaire, même s'il ne s'agit pas de la totalité des réserves. Mais je pense que ce transfert serait largement compensé par les possibilités additionnelles qu'aurait l'économie suisse. Il y a d'autres problèmes liés à une adhésion. Dans certains domaines, le référendum ne pourra pas s'appliquer, sans que le noyau dur de notre système soit mis en question. Ne seraient mis en question ni le fédéralisme, ni la démocratie directe. Quand on approche l'idée de l'adhésion, il faut aussi tenir compte des possibilités et des chances qui s'ouvrent. Il ne faut pas seulement voir les problèmes et les sacrifices, il faut aussi regarder que la Suisse aurait sa voix et pourrait faire valoir ses idées et ses convictions au même titre et avec les mêmes possibilités.

– Que se passerait-il sur le plan de la libre circulation des personnes?

– On parle de la libre circulation de personnes très souvent dans un esprit défensif. La possibilité, pour les Suisses, de pouvoir étudier, exercer des activités avec les mêmes possibilités que les autres dans un espace de 370 millions d'habitants est appréciable.

– La Suisse est un pays attractif. N'y aurait-il pas une plus grande concurrence sur le marché du travail? Donc un abaissement, un nivellement des salaires?

– On ne peut pas prévoir ce qui va se passer à l'avenir. Mais ce que l'on peut faire, c'est essayer d'analyser le mouvement des personnes dans l'Union européenne, où l'on trouve des pays comme le Luxembourg, le Portugal ou la Grèce. On a constaté que cette libre circulation des personnes n'a pas abouti à une grande migration entre les Etats membres, malgré les grandes différences. D'autre part, il n'y a pas de libre-circulation des chômeurs dans l'Union européenne, ni dans le cadre de l'accord bilatéral qui est en train d'être négocié.

Sécurité sociale et indépendance

– Qu'en serait-il de notre système de sécurité sociale?

– Dans l'Union européenne, les systèmes de sécurité sociale ne sont pas harmonisés. Les pays sont libres d'avoir leurs systèmes qui peuvent être très différents les uns des autres. Le système suisse ne sera aucunement touché. Ce qu'il y aura et cela me paraît logique, c'est que si des personnes ont travaillé dans différents pays, il y a possibilité de cumuler les prestations auxquelles ils ont droit selon les contributions faites dans ces pays. Ce système existe déjà maintenant, sur la base d'accords bilatéraux.

– Est-ce que la Suisse perdrait son identité en adhérant à l'Union européenne? Est-ce qu'elle risquerait d'être entraînés dans des conflits militaires?

– Je ne pense pas que l'identité suisse serait menacée si elle était membre de l'Union européenne. En observant les citoyens espagnols ou français, on n'a pas l'impression que leur identité a souffert. Cela dit, si la Suisse était membre de l'Union européenne, elle ne risquerait pas d'être entraînés dans un conflit militaire. L'Union européenne n'a pas une politique de sécurité commune. Il y a des obligations de consultation, mais la compétence pour la politique étrangère et pour la politique de sécurité est essentiellement prise par les Etats membres. Mais vous ne pouvez pas exclure, à l'avenir que l'Union européenne puisse se développer avec une politique de sécurité commune.

– Est-ce que la neutralité de la Suisse ne risque pas d'être un obstacle à l'entrée dans l'Union européenne, ne faudrait-il pas revoir cette notion?

– Le contexte dans lequel vit la Suisse a fondamentalement changé. Depuis la fin de la guerre froide, l'Europe n'est plus divisée en deux.



Jakob Kellenberger, adepte de l'adhésion à l'Europe

Photo Y. D.

Avec ce refus de confrontation et de guerre en Europe, on peut dire que la neutralité joue un rôle moins grand que par le passé. Il faut aussi voir que la notion est dans la conscience de la population. Son importance a baissé par rapport au passé. Une adhésion serait parfaitement compatible avec la neutralité.

– Il y a également la notion de souveraineté et d'indépendance, liée à notre pays. Ne seraient-elles pas menacées?

– L'attachement à la souveraineté et à l'indépendance n'est pas une spécialité suisse. Tous les pays européens sont attachés à leur identité, à la souveraineté et l'indépendance. Vous avez d'un côté un discours d'indépendance et en même temps, vous entendez chaque jour que l'on vit dans un monde interdépendant.

En conclusion, la Suisse et tout autre état garde une grande partie de souveraineté et indépendance. Mais en même temps l'interdépendance fait qu'il devient de plus en plus important, si l'on veut avoir une influence et participer aux décisions, d'adhérer.

– Les retraités actuels verront-ils l'adhésion de la Suisse à l'Union européenne?

– Je me pose même parfois la question. Je ne sais pas. Cela dépend beaucoup de la manière dont se déroule le dialogue interne en Suisse, de son intensité et d'autres développements. Plus les négociations durent, plus elles deviennent difficiles...

J.-R. P.

(Extraits du déjeuner-débat du 19 septembre 1997)